

SÉBASTIEN BENNARDO

B RIGADE
A NTI
C RIMINALITÉ



**Racket, pots-de-vin,
corruption, intimidations...**

**Un flic marseillais
brise l'omerta**

Extrait de la publication

Flammarion
DOCUMENT

BRIGADE ANTI CRIMINALITÉ

Flammarion
DOCUMENT

Né au cœur des quartiers nord de Marseille, Sébastien Bennardo est devenu policier par conviction : pour protéger les habitants et pour « courir après les voleurs ».

Pourtant, à la brigade anti-criminalité, la BAC nord de Marseille, c'est un monde bien loin de sa conception de la police qu'il découvre.

Prélèvement dans les saisies de drogue, rafle dans les sacoches de billets des dealers, dépouillement des vendeurs clandestins, vol des cartouches de cigarettes, sans oublier les rapines d'essence et les repas à l'œil... Le jeune homme est rapidement confronté au monde de la corruption policière.

Seul contre tous, il décide de briser l'omerta : il dénonce les flics corrompus, malgré les risques pour sa carrière, sa famille, et participe aux investigations secrètes qui, en 2012, permettent le démantèlement de tout un gang de ripoux. À l'issue de l'enquête, douze policiers sont mis en examen pour extorsion de fonds, vols en bande organisée et infractions à la législation sur les stupéfiants, sept seront emprisonnés.

Dans *Brigade anti-criminalité*, Sébastien Bennardo nous livre un témoignage inédit et captivant sur le vol et le racket érigés en système à la BAC nord de Marseille. Avec ce livre, il aspire à retrouver son honneur et surtout sa place. Grâce à lui, le combat contre la corruption continue.

Sébastien Bennardo, policier pendant treize ans, a officié à la BAC nord de Marseille.

Patricia Tourancheau est journaliste à Libération.

Brigade anti-criminalité

DU MÊME AUTEUR

De Patricia Tourancheau :

Les Postiches, un gang des années 80, Fayard, 2010 ; Pocket, 2013.

La Traque de Guy Georges, Fayard, 2004.

Sébastien Bennardo
En collaboration avec Patricia Tourancheau

Brigade anti-criminalité

Flammarion

© Flammarion, 2013
ISBN : 978-2-0813-2346-9

« TITRE I^{er} :
DEVOIRS GÉNÉRAUX DES FONCTIONNAIRES
DE LA POLICE NATIONALE

Article 8 :

Le fonctionnaire de la Police nationale est tenu, même lorsqu'il n'est pas en service, d'intervenir de sa propre initiative pour porter assistance à toute personne en danger, pour prévenir ou réprimer tout acte de nature à troubler l'ordre public et protéger l'individu et la collectivité contre les atteintes aux personnes et aux biens.
[...]

Article 10 :

Le fonctionnaire de police qui serait témoin d'agissements prohibés par le présent article engage sa responsabilité disciplinaire s'il n'entreprend rien pour les faire cesser ou néglige de les porter à la connaissance de l'autorité compétente. »

Code de déontologie de la Police nationale

Chapitre 1

EXPLOSION DE L'AFFAIRE DES RIPOUX DE LA BAC DE MARSEILLE

Le 2 octobre 2012, je me lève comme tous les matins avec une tête de déterré. J'ai perdu huit kilos en un an et je ne dors plus la nuit. Depuis trois ans que j'ai été éjecté de la BAC nord de Marseille pour avoir brisé l'omerta sur les exactions de policiers, je n'ai plus de vie. Si encore mes dénonciations avaient servi à faire tomber ces flics pourris, cela me redonnerait du baume au cœur.

Ma situation professionnelle est catastrophique.

Je ne crois plus en rien.

Mais cette journée-là va me prouver le contraire.

En allumant mon portable, je me rends compte que la messagerie est saturée. J'écoute le premier message, celui d'un major à la retraite qui m'annonce la nouvelle : « Oh, minot, ça y est, les ripoux sont tombés. Il y a quatre policiers gardés à vue, une perquisition en cours dans les locaux de la BAC nord de Marseille. Allume ta télé et rappelle-moi. » Au début, j'ai du mal à comprendre ce qui se passe, je me demande s'il ne s'agit pas d'une blague.

Brigade anti-criminalité

Mais les messages suivants de journalistes de *La Provence*, de RMC, France 3 et du *Point*, de mon avocat Gabriel Versini, me confirment que la BAC nord de Marseille est réellement en train d'exploser. Je regarde les informations sur iTélé. Il y a bel et bien une fouille en règle des bureaux et vestiaires du commissariat de Bassens dans le 15^e arrondissement, et des arrestations imminentes. Il s'agit d'un véritable tremblement de terre à Marseille.

Mon ami Elie, ancien baqueux des quartiers nord mis sur la touche comme moi pour avoir refusé de tremper dans les pratiques illégales, me contacte à son tour : « Tu as vu ? me dit-il, soulagé. Les voleurs de la BAC sont en garde à vue. On a enfin réussi ! » Pas encore bien réveillé et submergé par les soucis qui s'accumulent depuis plusieurs mois, je ne réalise pas et balbutie : « Oui, oui, on se tient au courant. »

Je devrais me réjouir de ce dénouement qui est l'aboutissement de nos efforts et de nos dénonciations, mais cela ne me rend pas plus heureux que cela. Avec Elie et Lina, nous sommes pourtant tous les trois témoins sous X depuis huit mois dans une procédure pour « vols et recels, extorsions de fonds et trafic de stupéfiants, en bande organisée » contre des fonctionnaires de la BAC nord. Nous avons nourri l'enquête secrète du chef de la police des polices Didier Cristini et du procureur de la République de Marseille Jacques Dallest. Et c'est grâce à des flics de terrain comme nous qu'aujourd'hui la justice met fin à un système ancestral de policiers dévoyés et corrompus. En revanche, du côté de l'État, qui a impulsé ces investigations sur les flics voleurs et nous a incités à témoigner, les promesses

Explosion de l'affaire des ripoux de la BAC de Marseille

n'ont pas été tenues et on nous a lâchement abandonnés. Je ne le pardonnerai jamais.

Ma journée est rythmée par les coups de fil de journalistes qui réclament des interviews et par les informations télévisées que je regarde en boucle. Mon avocat Gabriel Versini me conseille de rester prudent et m'interdit de parler aux médias : « Surtout, ne vous jetez pas dans la gueule du loup. » Je reçois des sms plutôt réconfortants de collègues qui appréciaient mon travail et réalisent aujourd'hui l'enfer que j'ai vécu. À partir du moment où j'ai parlé haut et fort des dérives de « pourris » de la BAC nord, les voleurs n'ont eu de cesse de me dénigrer et de renverser les rôles pour me faire passer, moi, pour un racketteur. J'en ai souffert et j'en souffre encore trois ans plus tard, révoqué de la police pour des broutilles au regard de leurs exactions.

Ce mardi s'achève avec le placement en garde à vue à la gendarmerie de douze policiers suspects, des saisies phénoménales dans les faux plafonds des vestiaires de la BAC et dans leurs casiers : sacoches de dealers avec résine de cannabis et billets de banque, bijoux, pieds-de-biche, cagoules, argent, cigarettes de contrebande, l'attirail des flics-voyous.

La France entière découvre enfin la vérité sur la face cachée de la police marseillaise. L'enquête est révélée au grand jour mais pas terminée. Tant qu'une décision de justice ne sera pas rendue, les mis en cause sont juridiquement présumés innocents.

*

Brigade anti-criminalité

Je passe une nuit blanche, le nez collé aux fenêtres de ma maison, à scruter et guetter d'éventuelles représailles de la part de complices ou amis des ripoux cofrès. Ayant été menacé de mort à plusieurs reprises, je suis préparé au pire. J'ai donc équipé mon domicile de caméras et radars de surveillance.

Mercredi, le réveil est encore plus dur. Aziz Zemouri, journaliste du point.fr, devenu un ami et un confident depuis deux ans, arrive chez moi. Il suit l'enquête depuis le tout début et a même servi de trait d'union entre nous, les trois témoins, et le procureur de la République de Marseille, Jacques Dallest. Il m'annonce qu'il y a désormais dix-huit policiers en garde à vue, et que leur nombre ne cesse d'augmenter.

Jeudi, à 8 h 30, j'accompagne mon fils à l'école maternelle et j'avise au loin un homme qui m'applaudit et me harangue : « Bravo, bravo ! » Je me retourne et je reconnais Poumpoum, policier de la BAC nord qui vient de sortir de quatre ou cinq heures de garde à vue, avec sa mine des mauvais jours. Cela tombe bien, moi aussi, j'ai la mine des mauvais jours. Je lui lance : « Tu as un problème ? » Il me répond : « Oui, mon problème, c'est toi. » Je lui demande de m'attendre : « Je dépose mon fils à l'école et je reviens. » À mon retour, Poumpoum, furax, multiplie les reproches : « À cause de toi, j'étais en garde à vue hier ! Par ta faute, celui que tu disais être ton ami est dans la merde ! Les autres ont dormi à la gendarmerie et subissent des interrogatoires. On nous traite comme des voyous et tout ça, c'est votre faute ! »

Je lui lance : « La semaine dernière, tu m'as dit que tu n'avais rien à te reprocher, alors de quoi tu te plains ?

Explosion de l'affaire des ripoux de la BAC de Marseille

— Oui mais à cause de toi, pour nous, la BAC, c'est fini et la police aussi. Les gens nous prennent tous pour des pourris. Et les délinquants vont être bien contents qu'on dégage. Fais attention à toi, Bennardo ! » Des menaces, encore des menaces...

*

Je passe la nuit suivante à vomir, malade de savoir qu'un de mes potes, avec qui j'ai fait équipe pendant six ans, se retrouve au fond du trou, dans ce marasme. Je rumine et ressasse. Je pense qu'il a dû tomber dans l'engrenage des ripoux de la BAC nord. J'avais coupé tout contact avec mes ex-collègues à la demande du préfet Gardère, le temps des écoutes. Je l'avais pourtant prévenu...

Vendredi, de nouveau devant l'école de mon fils, deux autres policiers de la BAC nord me menacent de mort : « Fais gaffe à toi, on va te flinguer ! » Je leur renvoie la balle : « Faites gaffe à vous, car c'est peut-être moi qui vais vous flinguer. Venez avec tous vos copains de la BAC, ce sera le même tarif pour tous. »

*

L'apothéose de cette semaine est la conférence de presse tenue le même jour, ce 5 octobre à 11 heures, par le procureur de la République durant laquelle il porte des accusations graves contre les policiers suspectés de corruption. Jacques Dallest détaille en effet les produits et les objets divers découverts « dans les vestiaires individuels comme dans les faux plafonds des vestiaires et des sanitaires » sur nos indications : « Plusieurs

Brigade anti-criminalité

sommes d'argent en espèces, dont la plus importante est de 800 euros, des stupéfiants (barrettes, morceaux de résine de cannabis, herbe) pour un total de 450 grammes, des bijoux (...) ainsi qu'une sacoche qui aurait pu servir à un revendeur de drogue et des sachets de conditionnement de cannabis. » Le procureur confirme que les conversations enregistrées à bord des véhicules de la BAC nord « sont véritablement accablantes » : « On apprend à peu près tout le catalogue des agissements les plus inacceptables, la récupération de drogue sur les dealers, de cigarettes, d'argent, de pratiques de perquisitions illégales, tout y passe, et ceci de façon répétée dans le temps. »

Les treize suspects, âgés de vingt-cinq à cinquante ans, du simple gardien de la paix au brigadier-chef, s'avèrent « peu loquaces » devant les enquêteurs. « La plupart expliquent qu'ils ne se souviennent de rien ou que c'étaient des blagues, des plaisanteries. Mais d'autres reconnaissent qu'il y avait bien un partage de cigarettes, de drogue prises sur les vendeurs », précise le procureur qui annonce d'autres arrestations, mais ignore l'ampleur du réseau de policiers impliqués : « On est véritablement dans un système qui implique un nombre très important de fonctionnaires au sein de la BAC jour. L'instruction va se poursuivre et il est envisageable que d'autres soient inquiétés pénalement. C'est une gangrène qui a touché ce service, si je puis le dire ainsi. »

À écouter Jacques Dallest, j'ai l'impression que les dérives des ripoux de la BAC nord ont empiré depuis notre départ et qu'en effet la gangrène s'est propagée.

Le soir même, à l'occasion d'un point presse à Paris, le ministre de l'Intérieur prononce des paroles fracas-

Explosion de l'affaire des ripoux de la BAC de Marseille

santes : « Il n'y a pas de place pour ceux qui salissent l'uniforme de la police qui est un honneur pour ceux qui le portent. » Et Manuel Valls annonce la dissolution de la BAC nord de Marseille. C'est une décision massue que d'éliminer un service entier composé de quatre-vingts policiers. Du jamais-vu depuis la dissolution en 1986 de la brigade des voltigeurs qui avaient réprimé les manifestations de lycéens à coups de matraque et tué le jeune Malik Oussekiné.

*

Exit donc la BAC nord. C'est ma seule et immense satisfaction de cette folle semaine. Clairvoyant, le ministre a eu raison de crever l'abcès le soir même des premières mises en examen : douze policiers le seront pour vols et racket, trafic de stupéfiants en bande organisée, et sept d'entre eux seront écroués. Mais, en tout, ce sont trente fonctionnaires qui sont suspendus de leurs fonctions par l'administration, des passifs qui ont tout vu, tout su, mais se sont tus.

Je ne suis pas du tout étonné par le nombre de mis en cause, puisque le soupçon pesait à l'origine sur une quarantaine de flics de la BAC nord. Mais je suis en revanche surpris par l'ampleur et le retentissement médiatique de cette affaire au niveau national.

Je ne me réjouis pas de cette situation. Je suis un gardien de la paix qui aime son métier. Et aujourd'hui, je suis triste pour la police. C'est parce que j'ai dénoncé cette situation que j'ai été mis au placard.

Notre hiérarchie a préféré couper les têtes de ceux qui avaient brisé l'omerta plutôt que celles des policiers

Brigade anti-criminalité

ripoux. J'ai le sentiment que désormais ma vie ne tient qu'à un fil. Je suis partagé entre l'espoir que Manuel Valls prendra en compte la situation des policiers qui ont eu le cran de dénoncer ces faits au péril de leur vie, et le désarroi, car le premier flic de France reste muet...

Chapitre 2

ZORRO, « EMPLOI JEUNE » DANS LA POLICE

Lorsque le Premier ministre Lionel Jospin crée les emplois jeunes dans la Police nationale en 1998, cela fait tilt dans mon esprit. C'est le métier que je veux absolument faire. Chaque fois que je vais dîner chez mon copain du club de foot, à Marseille, son père gardien de la paix et syndicaliste me raconte son travail en brigade de sûreté urbaine. De l'action et des arrestations, un métier de fonceur, quand je vois qu'on peut entrer dans la police par la petite porte, c'est la révélation. De plus, depuis que je suis tout petit, on m'appelle Zorro, parce que mon nom de famille ressemble à Bernardo, l'acolyte sourd et muet du justicier masqué. Un nom prédestiné.

Je vais donc chercher un dossier à l'Évêché, l'hôtel de police de Marseille, pour postuler comme adjoint de sécurité, ou ADS. Mais, pendant un an, rien ne se passe ; on ne me convoque pas, aucune nouvelle. En attendant, je continue de travailler comme pizzaiolo. Je suis tombé dans la pizza tout petit. Dès l'âge de quinze ans, j'ai commencé comme livreur chez Allô Pizza ; j'ai été embauché grâce au scooter que ma mère m'a offert

Brigade anti-criminalité

pour mon BEPC. Comme elle était assez stricte, elle n'aimait pas que je ne fasse rien parallèlement à mes études. Alors j'ai appris ce métier sur le tas. De livreur je suis passé à la prise de commandes, puis je suis devenu aide-pizzaiolo. Et j'ai fini comme véritable pizzaiolo. Il faut dire que ma grand-mère, que j'adorais, était sicilienne. J'ai des racines italiennes, ça m'a peut-être aidé !

*

Je suis né à Marseille le 1^{er} avril 1976 dans les quartiers nord. Ma famille habitait dans une maison juste à côté de la cité du Frais-Vallon. Mes parents sont ouvriers. Je suis allé au collège André-Malraux, près de la cité, jusqu'en troisième. Avec ma sœur, on ne traînait pas dans la rue, on jouait à la maison. Ma mère ne nous pardonnait rien. Il fallait faire attention aux gens qu'on fréquentait et ne pas dévier de la droite ligne. Son mot d'ordre était : si tu ramènes la police à la maison, ça va aller mal pour toi. J'avais des connaissances d'école et de football dans la cité du Frais-Vallon, mais pas d'amis. De huit à seize ans, j'ai joué au foot comme gardien de but à Plan-de-Cuques, une petite ville bourgeoise proche de Marseille. Les tournois, les matchs et surtout l'ambiance avec les copains me plaisaient, mais jamais les virées.

Après le brevet, j'entre en seconde au lycée Antonin-Artaud, puis en première professionnelle en électrotechnique, car mon père était électrotechnicien. Pendant un mois, j'ai réparé les machines dans l'usine de la Générale Sucrière Saint-Louis à Marseille, mais ça ne me satis-

Zorro, « emploi jeune » dans la police

faisait pas. Or, comme je suis un hyperactif, j'ai besoin de me plaire dans mon travail. J'ai eu mon BEP, mais pas mon bac pro électrotechnique, et j'ai changé de boulot. J'ai été embauché en CDI comme électricien dans le bâtiment ; j'ai rénové des collèges pendant un an. En même temps, j'ai continué mon travail à la pizzeria. Mettre la main à la pâte, je connais, je ne suis pas de nature feignante.

J'ai vingt-deux ans au moment où je me décide à entrer dans la police. Mais mon dossier a été perdu. C'est la raison pour laquelle je n'avais pas de nouvelles. Il me faut en remplir un nouveau début 1999 pour postuler à la prochaine session. En mai 1999, je passe les tests psychotechniques, celui de la rédaction en français et l'entretien de motivation. Et je me montre hyper-motivé. J'explique que je suis un sportif qui a habité à côté d'une cité et qui n'est pas devenu un voyou. Je sais qu'ils ont besoin de jeunes des cités dans la police. Et que ce métier représente une révélation pour moi. C'est finalement ce que je voulais faire depuis toujours, mais je me suis fourvoyé dans des emplois techniques qui n'étaient pas faits pour moi.

Et je suis pris ! J'intègre l'école de Fos-sur-Mer le 30 août 1999 pour trois mois de formation. À la fin, on m'envoie dans les quartiers nord de Marseille. Comme je suis issu du 13^e arrondissement, on me propose le 14^e. Mais j'ai demandé le poste de police du Frais-Vallon dans le 13^e, car cela me paraît plus facile. Je n'ai pas peur de me retrouver face à des jeunes de mon âge et de mon quartier. Je suis gentil, mais je sais me défendre.

Brigade anti-criminalité

À la reconquête du territoire

Lorsque je me présente au commissariat du Frais-Vallon, le chef me met dans le bain tout de suite en m'affectant au groupe des îlotiers. On effectue des patrouilles à scooter dans la cité. On est armés, formés au tir. En tant qu'ADS, je me trouve sous la coupe d'un gardien de la paix titulaire. Le premier qui m'a chaperonné est Christian Martinez, issu de la brigade anti-criminalité de Paris. Il avait travaillé sept ans à Paris 18^e, l'arrondissement le plus chaud de la capitale avec la Goutte-d'Or. Un superpolicier ! Il m'a appris à devenir un baqueux, avec ses propres méthodes : il m'a enseigné comment conduire un véhicule en vitesse rapide, maîtriser et arrêter les gens, travailler en toute sécurité et se protéger. À son contact, je suis tout de suite pris en charge par un flic, pas avec un fonctionnaire.

Surnommé Goldorak, Christian Martinez a beaucoup de charisme, un physique impressionnant 1 mètre 85 ou 1 mètre 90, musclé, athlétique. Ce chef fait équipe avec deux ADS fougueux, Guillaume Benne, dont le père est commandant à la PJ de Marseille, et moi, Zorro, qui en veux. La plupart du temps, « ça part au carton sur les interpel' », entendez par là que les arrestations tournent à la bagarre. Car les jeunes n'ont pas l'habitude que la police entre dans leur cité. C'est le début de la reconquête du territoire voulue par le gouvernement Jospin et le ministre de l'Intérieur de l'époque, Jean-Pierre Chevènement.

Notre trio entre dans les cités et multiplie les interventions, pendant que d'autres du commissariat vont

Zorro, « emploi jeune » dans la police

se promener à la campagne à scooter de service ou tranquillement boire un café au self de la fac qui n'est pas loin. Christian est jaloué ; il travaille beaucoup, parce qu'il aspire à rejoindre les rangs de la BAC de Marseille. Tout policier qui arrive à Marseille, de n'importe où, même s'il a réussi à tous les tests pour intégrer la BAC ou en unité d'intervention, est obligé de faire de nouveau ses preuves. Marseille est une ville à part, un État dans l'État où les flics installés au soleil exigent que les nouveaux venus repartent de zéro.

Nous prenons des risques, tous les trois. Les jeunes des cités le savent et essaient de nous tendre des pièges. Mais Christian, en flic aguerri, connaît leurs vices. Nous n'avons pas peur d'aller à la bagarre pour arrêter des voleurs ayant agi avec violence, des voleurs de voitures et de scooters par exemple. Nous ne pouvons pas cibler les vendeurs de shit, car, en tenue bleue, nous sommes trop visibles. Les trafiquants de cocaïne et des toxicos sont partout au Frais-Vallon. On doit faire attention lors des palpations de ne pas se piquer avec leurs seringues, car ils mettent volontairement l'aiguille à nu pour qu'on se blesse. On apprend à devenir aussi vicieux qu'eux.

Bagarres de rue

Pendant deux ans, je travaille donc ainsi dans les deux cités pourries du Frais-Vallon et du Clos-la-Rose. L'été 2001, je suis appelé en renfort saisonnier par Marc Labouz, responsable du centre de loisirs et de jeunesse

Brigade anti-criminalité

de Marseille, pour participer aux patrouilles anticriminalité à VTT sur les plages. Tous les jeunes des quartiers nord de Marseille s'y rendent. Et je les connais tous.

Christian Martinez a intégré la BAC nord et a été remplacé par Rémi Decara, un guerrier qui travaille à l'ancienne et sait se faire respecter. Et qui n'a pas peur de se battre. Il « allait au carton pour aller au carton », comme on dit. Les interpellations se transforment souvent en bagarres de rue, à mains nues. Tous les jours, on se blesse – fractures du pouce, phalanges cassées. Rémi dit que cela fait partie de la reconquête du territoire, que c'est comme ça qu'on mettra fin aux zones de non-droit. Il faut montrer à ces jeunes que nous sommes les chefs.

Cependant, quand je croise ces mêmes jeunes dans le centre-ville de Marseille, ils se comportent bien avec moi. Nous avons appris à nous connaître et un respect mutuel s'est installé. Ils savent que moi, je suis le policier et eux, ils sont les délinquants. Ceux qu'on a interpellés me disent parfois : « Seb, on ne t'en veut pas, c'est pas toi qu'on veut tuer, mais Christian ou Rémi », en fonction des époques. Je suis simple emploi jeune dans la police, mais les gars des cités m'appellent « chef ». Ce qui montre qu'ils me respectent. J'ai la chance de travailler alors sous les ordres du capitaine Gil, officier responsable du 13^e arrondissement qui a, certes, un sale caractère, mais qui a le mérite de défendre ses hommes. C'est rare dans la police marseillaise.

Plusieurs mois plus tard, j'ai envie de tenter le concours de gardien de la paix. Par fierté, je me présente

Zorro, « emploi jeune » dans la police

en externe, et pas en interne comme je le pourrais en tant qu'adjoint de sécurité. Comme je n'ai pas eu le bac, je veux prouver à mes parents que je suis capable d'obtenir un tel diplôme. Je passe donc l'examen externe en 2002. Je suis soumis aux tests psychotechniques et à l'épreuve de maths le matin, et je rentre déjeuner chez moi. J'allume la télé et par hasard, au JT de 13 heures, j'entends qu'un camion-citerne s'est renversé à Fos-sur-Mer et que cet accident aggrave la pollution de la couche d'ozone. Coup de chance, l'après-midi même, c'est ce sujet de dissertation qui tombe : « Pensez-vous que les phénomènes de pollution peuvent être évités ? » C'est à ce moment-là que j'ai senti la roue tourner pour moi et me conforter dans ma vocation.

Finalement, je réussis le concours d'entrée dans la police et j'intègre l'école des gardiens de la paix de Fos-sur-Mer. Et j'ai montré à mes parents de quoi j'étais capable.

Policiers alcoolos et fumeurs de shit

À l'école des gardiens de la paix, j'apprends le Code de procédure pénale, la rédaction de procès-verbaux pour obtenir la qualité d'agent de procédure judiciaire, APJ 20. Ce qui permet ensuite de prendre des plaintes et de s'occuper d'enquêtes mineures pour la justice. Comme je suis avec des citoyens lambda, je réapprends des choses que je savais déjà de mes trois années d'expérience. Solitaire de nature, je n'aime pas trop me mélanger aux policiers ou aux élèves. Car je me rends rapidement compte que la plupart ont une vie malsaine

Brigade anti-criminalité

en dehors, beaucoup d'alcooliques et de fumeurs de shit. Ils sortent en boîte de nuit, boivent, conduisent ivres. Ce n'est pas le métier qui veut cela. Les Nordistes sont souvent alcoolos. C'est une question d'origine sociale et de parcours difficile.

Dans ma section à l'école, il y a un certain Mickaël. Par la suite, il a été viré de la police parisienne, parce qu'il a été contrôlé par la BAC de Melun avec un morceau de résine de cannabis, un joint tout prêt, et qu'il a joué au plus malin avec les collègues qui l'ont interpellé : « Vous n'avez pas à me contrôler, je suis flic. » Il a été épinglé pour outrage à agents et usage de stupéfiants, puis révoqué. Pourtant, déjà, à Fos-sur-Mer, on n'arrêtait pas de le prévenir : « Arrête de fumer des joints, sinon tu ne resteras pas dans la police. »

Il y a des racistes aussi. À l'école, je joue au football avec Farid, qui vient de Bastia. Je m'entends très bien avec lui, mais le capitaine l'a viré de l'école, parce que, sous la douche, il disait des choses comme : « Les Françaises sont toutes des putes. Un jour, la France sera musulmane, islamiste. » En tant que délégué de notre section de trente élèves gardiens de la paix, et parce que nous étions souvent sanctionnés à cause de Farid, nous avons tous fait un rapport sur les propos racistes qu'il tenait dans les douches. À l'inverse, dans la police, il y a aussi ceux qui traitent les Arabes de « melons » et de « bicots ». Ce n'est évidemment pas cette attitude, ce comportement qu'on nous apprend à l'école de police. À cette époque, le gouvernement de gauche souhaite intégrer des jeunes issus de l'immigration dans les rangs de la police ; on nous inculque donc plutôt l'humanisme et le respect de l'autre.

Zorro, « emploi jeune » dans la police

À la fin de l'école, au bout d'un an, je déchanté : une vingtaine de gardiennes qui avaient couché avec les formateurs et des gars qui n'avaient rien fichu durant l'année, mais qui ont été pistonnés par un syndicaliste, ont obtenu des postes en province. Et moi qui ai fini 300^e sur 1 200 élèves, j'ai le choix entre Paris et Paris. C'est peu glorieux pour l'Institution que de pistonner des mauvais élèves. Je regarde les tarifs des billets d'avion sur Easy Jet : 38 euros l'aller-retour Orly-Marseille. Je vois que, parmi les postes proposés, le commissariat le plus proche de l'aéroport d'Orly est Villeneuve-Saint-Georges. Je décide que ma première affectation sera dans ce commissariat. Le Jo, un formateur pour qui je m'étais pris d'affection, et vice versa, approuve mon choix : « Tu verras, tu vas te régaler, c'est un commissariat réputé. »

Ma carrière dans la police est lancée.

Chapitre 3

À « AFRICA GEORGES » DANS LE VAL-DE-MARNE

En août 2003, je débarque à Villeneuve-Saint-Georges, une ville-dortoir du Val-de-Marne où habitent 90 % d'étrangers, en majorité des Noirs et en minorité des Arabes. À tel point qu'au commissariat les policiers disent qu'ils travaillent à « Africa Georges ». Au bout d'un mois en Police secours, on me verse au groupe des îlotiers. C'est l'ancienne police de proximité mise en place sous la gauche que le nouveau ministre de l'Intérieur a sabordée, sous prétexte qu'on n'est pas là pour jouer au foot avec les délinquants et servir d'assistantes sociales. On est en pleine politique du chiffre de Nicolas Sarkozy qui veut des résultats, des arrestations et donne des primes au mérite.

Dans notre équipe d'îlotiers, on fait 90 % d'anticriminalité, et plus du tout de prévention. Le groupe se compose du brigadier réunionnais Jérémy, de Miguel, le Guadeloupéen et de Jimmy le Ch'ti, du même âge que moi. On est quatre policiers en tenue dans une voiture sérigraphiée à faire la police dans Villeneuve, à gérer le tout-venant. Je réussis tout de même à arrêter

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01ELKN000474.N001
Dépôt légal : septembre 2013